

LE FIL

POUR TOUS CEUX QUI PRENNENT LES DROITS HUMAINS À CŒUR
FÉVRIER/MARS 2011 VOLUME 41 N°001

AMNESTY
INTERNATIONAL



AGISSEZ

**DES FEMMES DÉFIENT
LES CODES VESTIMENTAIRES**

AGISSEZ

SE BATTRE POUR SA LANGUE EN IRAN

AGISSEZ

**NOUVELLE CAMPAGNE :
SÉCURITÉ ET DROITS HUMAINS**



**POURQUOI N'A-T-IL PAS
L'EAU COURANTE COMME
TOUT LE MONDE ?**

LE FIL VOUS SOUHAITE LA BIENVENUE

Au moment où nous terminions ce numéro du FIL, le président égyptien Hosni Moubarak annonçait sa démission après des semaines de manifestations de masse pacifiques mais déterminées en Égypte. En Tunisie aussi, Zine El Abidine Ben Ali a dû quitter le pouvoir, face aux exigences populaires de dignité et de justice sociale. En Afrique, les habitants du Sud-Soudan se sont eux aussi exprimés avec force en votant pour que leur région devienne un État indépendant.

Partout dans le monde, des femmes, des hommes, des populations entières combattent pour la dignité, la liberté et la justice.

Dans ce numéro, nous nous tournons vers les Roms de Slovénie, en lutte contre des pratiques discriminatoires profondément ancrées qui entraînent la marginalisation de leurs familles et aggravent encore leur pauvreté. En Iran, les membres de la minorité azérie demandent à exercer leur droit d'éduquer leurs enfants dans leur langue maternelle. Au Sri Lanka, Sandya Eknaligoda est à la tête du combat contre les disparitions forcées.

De l'Égypte à la Slovénie, des gens s'efforcent de mettre un terme aux violations des droits humains. Vous faites partie de ce mouvement. Partagez avec d'autres ce numéro du FIL et encouragez-les à agir, eux aussi.

Bien à vous,
L'équipe du FIL

Rassemblement sur Trafalgar Square, à Londres, Royaume-Uni (12 février 2011). Des milliers de personnes se sont réunies dans des villes du monde entier pour exiger le respect des droits humains en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, lors d'une journée mondiale d'action organisée par Amnesty International.



© Amnesty International UK – photographer: Reuben Steains

Merci d'envoyer vos commentaires et vos suggestions à :

WIRE
Editorial and Publishing Programme
Amnesty International
International Secretariat
Peter Benenson House
1 Easton Street
Londres WC1X 0DW
Royaume-Uni

ou envoyez-nous un courriel à
yourwire@amnesty.org

© Amnesty International Ltd
www.amnesty.org
Index : NWS 21/001/2011
ISSN : 1472-443X
AILRC-FR pour la version française
47, rue de Paradis - 75010 Paris
imprimé sur papier recyclé
Banbury Litho - Oxon - Royaume-Uni.

Tous droits de reproduction réservés.
Cette publication ne peut faire l'objet, en tout ou en partie, d'aucune forme de reproduction, d'archivage ou de transmission, quels que soient les moyens utilisés (électroniques, mécaniques, par photocopie, par enregistrement ou autres), sans l'accord préalable des éditeurs.

Photo de couverture : Milan Novak recueille de l'eau pour sa famille qui vit à quelques kilomètres de là, dans la zone d'habitations rom de Dobruška vas, en Slovénie. Elle ne dispose pas d'eau pure à domicile (octobre 2010). © Arne Hodalič

RECEVOIR LE FIL

Souhaitez-vous en savoir plus sur les actions d'Amnesty International ou vous servir du FIL pour faire avancer vos propres projets ?

LE FIL peut être téléchargé à cette adresse : www.amnesty.org. Pour recevoir un exemplaire papier gratuit, il vous suffit de devenir membre international – rendez-vous en dernière page de ce numéro pour en savoir plus.

Les institutions le souhaitant sont invitées à acheter des exemplaires. Pour six numéros annuels, elles devront payer **35 livres sterling, 54 dollars des États-Unis ou 41 euros**. Les sections d'Amnesty International peuvent acquérir des exemplaires pour leurs membres. Contactez-nous par courriel wire.subscribe@amnesty.org ou par téléphone : + 44 207 413 5814/5507.

SUIVEZ LE FIL

DE L'EAU EN QUANTITÉ, MAIS PAS POUR LES ROMS

À quoi ressemble la vie quand on ne bénéficie pas d'un approvisionnement en eau ? Bon nombre de Roms vivant en Slovénie n'ont pas accès à l'eau alors que les autorités ont les moyens et l'obligation d'en fournir. Agissez contre cette injustice. **PAGE 2**



PAS DE SÉCURITÉ SANS DROITS HUMAINS

Les États utilisent la menace terroriste comme excuse pour continuer de bafouer les droits humains. Participez à notre nouvelle campagne *Pas de sécurité sans justice* et dites non à la détention illégale, à la torture et aux mauvais traitements. **PAGE 8**

SE BATTRE POUR SA LANGUE

Les Azéris d'Iran veulent que leurs enfants étudient dans leur langue maternelle ; les autorités iraniennes réagissent en plaçant en détention, en torturant et en tuant des militants azéris. Passez à l'action maintenant ! **PAGE 12**



COMMENT S'HABILLER, UNE VRAIE QUESTION

Bien des femmes à travers le monde doivent se plier à des codes vestimentaires imposés par la force. LE FIL décrit comment les États et les groupes armés tentent de régenter l'habillement des femmes et raconte l'histoire de personnes courageuses qui osent les défier. **PAGE 14**

Q&R

Sandya Eknaligoda parle au FIL de la lutte contre les disparitions forcées au Sri Lanka et de ses efforts pour retrouver son mari, le journaliste Prageeth Eknaligoda, disparu il y a un an. **PAGE 18**



ET PUIS ENCORE ?

Envoyez aux autorités zimbabwéennes une carte postale signée demandant que des soins de santé soient dispensés aux mères et aux nouveau-nés dans le quartier de Hopley, à Harare (ENCART). Découvrez le point de vue d'Amnesty International sur le référendum au Soudan (PAGE 7) et les manifestations de masse au Moyen-Orient (double page centrale), et lisez les bonnes nouvelles **PAGE 21**.

**APPELS
MONDIAUX**
**LISEZ,
DIFFUSEZ,
AGISSEZ**
VOIR L'ENCART

Boire de l'eau potable. Prendre une douche. Aller aux toilettes.
Faire le ménage. Laver les cheveux de ses enfants.
C'est facile, non ?

La réponse est non pour de nombreuses familles roms qui vivent en Slovénie, dans des zones d'habitat précaire. Leur accès à l'eau salubre est très limité, et pourtant le pays où elles vivent a les ressources nécessaires pour leur en fournir. C'est un scandale. Il est urgent d'y mettre fin.

DE L'EAU EN QUANTITÉ, MAIS PAS POUR LES ROMS



© Arne Hodalič



© Arne Hodalič



© Arne Hodalič

« Nous devons utiliser l'eau de la rivière, qui est très sale. Les enfants vomissent et ils ont souvent la diarrhée. On ne nous laisse pas prendre de l'eau au tuyau qui est dans le cimetière, et à la station d'essence on nous dit "Vous, les Tsiganes, allez-vous en". »

« Quand les hommes ne sont pas à la maison, nous, les femmes, nous nous lavons à la rivière. Nous ne pouvons pas nous montrer nues à nos enfants. Pour faire nos besoins, nous allons derrière la maison – nous nous éloignons, nous allons jusqu'au fossé. Les enfants restent plus près, surtout quand il fait noir, parce que j'aurais trop peur qu'ils tombent dans le fossé. Quand il y a eu des inondations, on ne pouvait plus aller nulle part. Il y avait de l'eau partout. Dans le noir, je prends la lampe torche pour aller faire mes besoins, et quand il fait jour il faut être très prudent. »

Silvana Hudorovac, habitante d'Onova, groupe d'habitations occupées par des Roms dans la commune de Grosuplje, en Slovénie.

Marjan Hudorovič vit à Goriča vas, une agglomération rom proche de Ribnica, en Slovénie. Comme de très nombreux voisins, il n'a ni eau courante, ni électricité, ni toilettes. Les eaux usées ne sont ni évacuées ni assainies.

« Tous les jours, nous devons aller chercher de l'eau à la station d'essence la plus proche, au cimetière ou à la source, à trois kilomètres et demi d'ici, raconte Marjan. Le temps que nous revenions, l'eau est si chaude qu'on ne peut pas la boire. En été, nous allons nous laver à la rivière, mais les policiers nous en empêchent. »

À maintes reprises, les habitants de Goriča vas ont demandé aux autorités d'installer un raccordement au réseau d'eau près de leurs habitations. Ils ont organisé des manifestations et rencontré le maire de Ribnica. L'un d'eux, Danilo Hudorovič, a écrit aux ministres et au président lui-même. En 2008, le maire a promis qu'une adduction d'eau serait réalisée dans les deux mois, mais rien de tel ne s'est passé.

« Nous ne leur demandons pas de faire arriver l'eau jusqu'à nos habitations, précise Marjan. Ils peuvent mettre la conduite à quelques mètres d'ici sur un terrain municipal si ce n'est pas possible ailleurs. Ce que nous demandons, c'est une conduite, rien de plus. Ici, dans les prés, je vois bien que le bétail a de l'eau. Et nous,

qu'est-ce qu'on est ? Est-ce qu'on est pire que du bétail ? Toute ma vie, j'ai été forcé de voler de l'eau. Je voudrais bien pouvoir enfin la payer. »

Soixante-dix personnes vivent à Goriča vas. Certaines familles y sont installées depuis une trentaine d'années. C'est une agglomération informelle : les maisons ont été construites sans permis sur des terres agricoles appartenant au ministère de la Défense et à des particuliers. En l'absence de permis de construire et de titre de propriété, les habitants de Goriča vas ne peuvent invoquer un droit légal à l'adduction d'eau.

À quoi ressemble la vie quand on ne bénéficie pas d'un approvisionnement en eau ? Lili Grm, qui réside à Dobruška vas, un autre groupe d'habitations roms, sait parfaitement ce qu'il en est. Son occupation principale consiste à trouver de l'eau pour sa famille. « Pour moi, rien n'est plus important que l'eau. Je passe le plus clair de mon temps à aller chercher de l'eau, à nettoyer notre baraque, à laver les habits de mes enfants. Quand nous allons voir ma mère à Kočevje, je

Une jeune fille rom va tous les jours chercher de l'eau dans une rivière polluée à Dobruška vas, en Slovénie (septembre 2010). Sa famille utilise cette eau pour l'hygiène corporelle, la cuisine et la boisson.

met mes deux fils dans sa salle de bains et je n'arrive pas à les en sortir. Mon cœur se fend quand je vois ça. Nous avons la chance d'avoir une voiture que nous pouvons utiliser pour ramener de l'eau. Mais quand [mon mari] Milan a des accès de migraine, je dois faire plusieurs kilomètres à pied pour quelques litres d'eau. Ces jours-là, je ne cuisine pas, je ne lave pas le linge. Parfois, nous nous passons d'eau pendant toute une journée. » Lili n'a pas le permis de conduire. Lorsque Milan Novak, son mari, sera hospitalisé pour subir une opération, elle ira chercher de l'eau à pied tous les jours, ou bien elle devra s'en passer.

L'eau est si difficile à trouver que de nombreuses familles n'en ont pas assez pour boire, préparer les repas, faire le ménage et se laver. La famille de Lili, composée de quatre personnes, utilise en moyenne 20 litres d'eau par jour. La moyenne par personne et par jour en Slovénie est de 150 litres. Dans les villes, cette quantité passe à 300 litres.

En hiver, la vie est encore plus dure ; se procurer de l'eau relève alors de la prouesse. « En hiver, nous ne nous lavons que le visage, raconte Marjan. La rivière est gelée ; quant à l'eau qui vient du cimetière ou de la source, on la garde pour boire et faire à manger. Vous croyez qu'ils sont heureux, nos enfants, quand on se moque d'eux à l'école parce qu'ils sentent mauvais ? »

Il est difficile de rester propre sans avoir l'eau courante chez soi. Les chercheurs d'Amnesty International ont rencontré des enfants roms que la honte empêche d'aller à l'école et des adultes qui ont beaucoup de mal à trouver du travail parce qu'ils n'arrivent pas toujours à se laver.

Sans accès à une eau courante pure, sans toilettes, sans douches, sans système d'évacuation des eaux usées, les enfants et les adultes tombent malades. Après s'être rendue en Slovénie en mai 2010, l'experte indépendante des Nations unies chargée d'examiner la question des obligations en rapport avec les droits de l'homme qui concernent l'accès à l'eau potable et à l'assainissement s'est exprimée ainsi : « L'absence d'accès à l'eau et à l'assainissement a des conséquences désastreuses pour ces populations. Les personnes que j'ai rencontrées m'ont expliqué qu'elles souffraient fréquemment de diarrhée, entre autres troubles. Dans une localité dépourvue d'accès à l'eau, les gens puisent de quoi boire dans une rivière polluée ou font deux heures de marche

pour aller chercher de l'eau salubre. N'ayant pas le choix, ils sont contraints de déféquer en plein air. [Cela] me rappelle des situations dont j'ai été témoin dans des pays bien plus pauvres et qu'il est surprenant d'observer dans un pays où beaucoup de progrès ont été réalisés pour la grande majorité de la population. »

La plupart des Roms, en Slovénie, vivent dans la pauvreté et subissent des préjugés, discriminations liées à l'appartenance ethnique et atteintes aux droits humains qui ont de graves conséquences sur l'ensemble de la population. Depuis des décennies, les enfants roms font face à l'exclusion et à la ségrégation dans le système scolaire. Lorsque des Roms veulent acheter ou louer un logement en dehors des groupes d'habitations roms, les propriétaires fonciers et immobiliers agissent à leur égard de manière discriminatoire. Lorsqu'ils déposent une demande de logement social, ils sont là encore exposés à la discrimination, exercée cette fois par les pouvoirs publics. Faute de mieux, de nombreux Roms se regroupent donc entre Roms dans des zones d'habitat précaire, où ils ne bénéficient d'aucune sécurité d'occupation et n'ont, dans certains cas, pas accès aux services essentiels. Pour bon nombre de Roms en Slovénie, la discrimination engendre la pauvreté et la pauvreté aggrave la discrimination. Il faut sortir de ce cercle vicieux.

LE TEMPS DES SOLUTIONS

L'approvisionnement régulier et suffisant en eau salubre est un droit humain. Les États doivent à tout le moins fournir une quantité minimale d'eau pure, permettant aux gens de boire, de préparer à manger, de se laver. Les autorités slovènes ne peuvent pas s'abriter derrière des questions de permis de construire et de propriété foncière pour échapper à leur obligation de réaliser le droit à l'eau.

De haut en bas :

Des enfants se lavent avec l'eau d'une rivière proche de leur maison dans l'agglomération informelle de Dobruška vas.

Une maison à Kočevje, zone d'habitations roms de Mestni log.

Une famille de 11 personnes vit dans une baraque mal construite à Dobruška vas.



© Arne Hodalič



© Arne Hodalič



© Arne Hodalič



En réalité, la plupart des municipalités font déjà bénéficier d'une adduction d'eau certaines zones informelles roms, même lorsque leurs habitants n'ont ni les permis ni les titres de propriété foncière nécessaires. Il est possible et nécessaire de trouver des solutions pour la totalité de ces zones d'habitation. « La situation de la minorité rom en Slovénie est un problème difficile et complexe, et je constate avec plaisir que certaines municipalités ont trouvé des solutions viables, déclare l'experte indépendante des Nations unies chargée d'examiner la question des obligations en rapport avec les droits de l'homme qui concernent l'accès à l'eau potable et à l'assainissement. Je me suis rendue dans un quartier informel à Trebnje, où de gros efforts ont été réalisés pour que les habitants aient accès à l'eau et à l'assainissement. De plus, ces derniers coopèrent avec la municipalité pour légaliser leur occupation des terres et constructions où ils vivent, ce qui permettra une solution à plus long terme. Néanmoins, à moins de 30 minutes de là, d'autres municipalités n'ont pas réussi à trouver des solutions similaires. Je trouve ces différences inacceptables. »

La Slovénie doit veiller à ce que la population bénéficie sans discrimination du droit à l'eau et à l'assainissement ; elle possède l'expertise, l'expérience et les ressources nécessaires pour s'acquitter de cette obligation. Les autorités doivent agir dès maintenant et faire tout ce qu'elles peuvent pour fournir de l'eau à toutes les zones d'habitation roms.

AGISSEZ

Veuillez signer et envoyer la carte postale encartée dans ce numéro : invitez Borut Pahor, Premier ministre slovène, à veiller à ce que toutes les zones d'habitation roms disposent d'eau salubre et de systèmes d'assainissement élémentaires et à ce que les droits au logement des Roms soient respectés ; exhortez-le à prendre rapidement des mesures pour mettre fin aux discriminations subies par les Roms en Slovénie.

Amnesty International publiera le 16 mars 2011 un rapport sur le droit au logement des Roms en Slovénie qui sera disponible sur www.amnesty.org.

La Journée mondiale de l'eau aura lieu le 22 mars.

LES OBLIGATIONS DE LA SLOVÉNIE

Conformément au droit international, la Slovénie, comme tous les pays, doit réaliser les droits à l'eau et à l'assainissement en veillant à ce que toute personne obtienne :

- **Un équipement sanitaire hygiénique et sûr (toilettes et évacuation).**
- **Un raccordement au réseau d'eau et d'assainissement à domicile ou à proximité du domicile (même s'il s'agit d'habitat précaire), l'utilisation de ce raccordement ne présentant aucun risque pour la sécurité.**
- **Un accès à l'eau et à l'assainissement qui ne contraigne pas ses bénéficiaires à sacrifier d'autres droits (alimentation, éducation).**
- **Un accès à l'eau et à l'assainissement sans discrimination. Les services d'eau et d'assainissement doivent répondre aux besoins des groupes défavorisés, y compris les personnes atteintes d'un handicap.**
- **Le droit de participer aux prises de décision qui ont une répercussion sur leurs droits, avec un accès complet, en toute égalité, aux informations sur les questions d'eau et d'assainissement.**
- **Le droit à un recours efficace en cas de violation de leurs droits à l'eau et à l'assainissement.**



RETROUVEZ LE BLOG D'AMNESTY INTERNATIONAL SUR WWW.AMNESTY.ORG/LIVEWIRE

Égypte : l'absence d'information suscite l'impuissance

Par l'équipe d'Amnesty International au Caire

« Nous parlions avec un homme qui a perdu son fils, un adolescent de 16 ans, lors des récents troubles lorsque nous avons appris que certains de nos collègues avaient été arrêtés.

« Ils rendaient visite au Centre Hisham Moubarak pour le droit (HMLC), une organisation égyptienne de défense des droits humains, lorsque la police militaire a effectué une descente dans les locaux. Le HMLC et le Centre égyptien des droits économiques et sociaux, dont les bureaux sont situés dans le même bâtiment, s'efforcent de fournir une aide juridique et médicale aux manifestants qui campent depuis 10 jours sur la place Tahrir, au centre du Caire. Il est difficile de décrire le sentiment de totale impuissance éprouvé en étant si proche géographiquement, sans savoir où ils sont ni qui les retient. Nous ne pouvons que passer des appels affolés, et parlions parfois à des défenseurs des droits humains en Égypte qui recherchaient eux aussi leurs amis et collègues ».



© Omar Robert Hamilton

Lire la suite (en anglais) sur : <http://sn.im/20wi5b>

Manifestations contre le gouvernement place Tahrir, au Caire, Égypte (8 février 2011).

Douze heures qui ont ébranlé la Tunisie

Par Diana Eltahawy, chercheuse d'Amnesty International pour l'Afrique du Nord

« Alors que je bouclais en hâte les derniers préparatifs de mon voyage en Tunisie, faisant partie d'une délégation d'Amnesty International chargée d'observer les violations des droits humains dans le contexte des troubles sociaux

qui secouent le pays depuis fin 2010, un collègue m'a dit en plaisantant que j'allais me retrouver dans une chambre d'hôtel à Tunis, à regarder les événements sur Al Jazira. Nous en avons ri à ce moment-là, mais cette prédiction s'est révélée plutôt juste. Dès mon arrivée le vendredi 14 janvier, j'ai senti que la Tunisie avait changé. Contrairement aux précédentes missions d'établissement des faits menées par

Amnesty International, les forces de sécurité ne nous ont pas emboîté le pas à la sortie de l'aéroport. Il était évident qu'elles avaient suffisamment d'autres soucis pour ne pas faire obstacle à un rapport d'Amnesty International critiquant la situation déplorable des droits humains dans ce pays. »

Lire la suite (en anglais) sur : <http://sn.im/20wie7>

Le sort réservé à Binayak Sen permettra de montrer le vrai visage de l'Inde

Par Ramesh Gopalakrishnan, chercheur d'Amnesty International pour l'Inde

« Ilina Sen dit ne pas avoir prévu de se rendre à Bilaspur mercredi 9 février. C'est ce jour-là que la haute cour de l'État du Chhattisgarh, dans le centre de l'Inde, doit reprendre l'examen du recours en appel interjeté par son époux, Binayak Sen, militant indien des droits humains de grande renommée.

« Binayak Sen a fait appel de la condamnation à vie prononcée le mois dernier à son encontre par un tribunal de district qui l'a reconnu coupable de sédition et complot contre l'État. Ne sachant pas s'il serait libéré à l'issue de l'audience, ou même s'il serait libéré à terme, Ilina dit qu'elle a l'intention de se déplacer pour le voir deux jours plus tard, dans le cadre relativement calme de la prison. »

Lire la suite sur <http://snipr.com/26nyhc>



© Satya Sivaraman

Binayak Sen fait appel de sa condamnation à une peine d'emprisonnement à perpétuité pour sédition et conspiration contre l'État.

LES GENS DU SOUDAN FONT L'HISTOIRE

En janvier, la population du Sud-Soudan a choisi de se séparer du reste du pays et de devenir un État indépendant.

Son droit de décider de son avenir par un vote était inscrit dans l'Accord de paix global de 2005, qui avait mis fin à des décennies de guerre civile au Soudan. Les observateurs internationaux ont considéré, pour l'essentiel, le référendum de janvier comme libre et juste.

Que se passera-t-il par la suite au Soudan ? De forts niveaux d'incertitude sur la nationalité des membres de minorités tant au Nord qu'au Sud-Soudan pourraient occasionner des violations des droits humains. Environ 1,5 million de personnes originaires du Sud vivent au Nord-Soudan. Elles sont déjà nombreuses à avoir choisi de rejoindre le Sud.

Amnesty International suit de près l'évolution de la situation au Soudan. Pour en savoir plus, rendez-vous sur <http://snipr.com/20w4db>



© UN Photo/Tim McKulka
(CC BY-NC-ND)



UNHCR/A. Coseac



© UN Photo/Paul Banks



© UN Photo/Paul Banks

Quelques images du référendum historique qui a permis au Sud-Soudan d'accéder à l'indépendance (janvier 2011). Par dizaines de milliers, des personnes originaires du Sud-Soudan vivant dans le Nord ont fait un long trajet pour rejoindre le Sud.

**POUR CERTAINS GOUVERNEMENTS
LA VIOLATION
DES DROITS HUMAINS
EST UNE MANIÈRE ACCEPTABLE DE
LUTTER CONTRE LE TERRORISME**

DITES-LEUR QU'ILS SE TROMPENT

**DITES NON À LA DÉTENTION ILLÉGALE
DITES NON À LA TORTURE
DEMANDEZ AUX ÉTATS DE RENDRE
COMPTE DE LEURS ACTES**

**PARTICIPEZ À NOTRE NOUVELLE
CAMPAGNE
PAS DE SÉCURITÉ
SANS DROITS HUMAINS.**

Le terrorisme détruit des vies dans le monde entier, presque tous les jours. Les gouvernements ont les moyens et le devoir de protéger légalement leurs citoyens contre les menaces de violence. Cependant, de nombreux États s'abritent derrière la menace terroriste pour poursuivre leurs violations des droits humains ; parfois, ils instaurent un climat de peur qui leur permet de réprimer l'opposition et les dissidences légitimes.

Depuis les attentats de septembre 2001 aux États-Unis, des dirigeants, dans le monde entier, se sont comportés comme si la prétendue « guerre contre le terrorisme » permettait d'infléchir les règles juridiques, ou même de les considérer comme caduques. De nombreux États ont adopté une législation antiterroriste fondée sur une définition très large du terrorisme, ce qui facilite le placement arbitraire en détention et permet, dans certains cas, de poursuivre des personnes qui n'ont rien fait d'autre que d'exercer leurs droits.

Résultat : des milliers de personnes ont été détenues pendant des mois ou des années sans avoir accès à un procès équitable ou à une représentation juridique. Certaines ont été transférées secrètement vers d'autres pays. Beaucoup ont subi des tortures ou des mauvais traitements. Dans la plupart des cas, personne n'a eu à répondre des violations des droits de ces individus.

UNE NOUVELLE CAMPAGNE

La nouvelle campagne d'Amnesty International, *Pas de sécurité sans droits humains*, demande la cessation des violations des droits humains commises par les gouvernements au nom de la sécurité nationale et de la lutte contre le terrorisme et affirme avec force que les responsables de ces actes doivent en répondre.

Cette mobilisation prolongera les succès remportés par la campagne *Contre le terrorisme : la justice*, axée sur la protection des droits humains dans le contexte de ce que les États-Unis appelaient alors leur « guerre contre le terrorisme ». La campagne de 2006 avait mobilisé des militants de différentes



© Dicle Haber Ajansı (DIHA)

régions du globe afin de demander la fermeture du centre de détention de Guantánamo Bay et de manifester contre les « restitutions », les détentions secrètes et la torture. La nouvelle campagne *Pas de sécurité sans droits humains* poursuivra cette action tout en exerçant une pression sur d'autres pays où la menace terroriste sert désormais de prétexte à l'injustice, à la brutalité et au mépris le plus complet des droits humains.

Pendant la première année, notre nouvelle campagne interviendra auprès des gouvernements qui placent illégalement en détention des personnes accusées d'implication dans des actes terroristes ou d'autres menaces envers la sécurité nationale. Ces détenus restent souvent derrière les barreaux pendant de longues périodes, sans savoir pourquoi ils ont été arrêtés ni avoir accès à un avocat. Bien souvent, ils ne peuvent pas contester leur détention. Parfois, leurs familles ignorent toujours où ils se trouvent après des semaines ou des mois de détention ; ils deviennent alors des « disparus ». Les garanties que constituent le droit à connaître les motifs d'une arrestation, le droit à un avocat et le droit à un procès équitable ne sont pas des privilèges pouvant être retirés mais bien les droits de quiconque est privé de sa liberté.

DES « AVEUX » SOUS LA TORTURE

En Irak, où la violence est toujours très forte, prenant notamment la forme d'attentats à la bombe commis par des groupes armés, des milliers de détenus sont actuellement emprisonnés sans inculpation ni jugement. Certains sont maintenus en détention depuis sept ans. La plupart n'ont pas vu d'avocat et n'ont eu aucune possibilité de contester la légalité de leur détention. Des détenus ont été placés dans des centres de détention secrète gérés par les ministères de la Défense et de l'Intérieur, où ils ont subi la torture de façon répétée, dans le but apparent de les forcer à « avouer » des crimes violents. L'écrasante majorité des détenus est accusée d'activités antigouvernementales et de soutien à des groupes armés. La législation antiterroriste est entrée en vigueur en 2004 et a intensifié l'application de la peine de mort.

Fond : Prisonniers entassés dans une cellule du centre de détention de la police irakienne, dans le quartier de Kadhimiya, à Bagdad, en Irak (août 2007).
À gauche : Un policier en civil tord le bras d'un enfant à l'issue de manifestations pendant la fête traditionnelle de Newroz (Nouvel An célébré principalement par les Kurdes) à Hakkari, en Turquie (22 mars 2008).

Les conditions carcérales sont parfois si détestables qu'un grand nombre de détenus ont des problèmes de santé. Amnesty International a rassemblé de nombreux témoignages de torture et d'autres atteintes aux droits humains fournis par des prisonniers, d'anciens détenus et leurs proches. « Nous [père et fils] avons été torturés, a expliqué un prisonnier. Suspendus à un lit la tête en bas, étouffés par des sacs en plastique placés sur la tête, roués de coups, soumis à des décharges électriques sur différentes parties du corps... J'ai été battu plusieurs fois. Après, j'ai avoué. J'ai avoué des choses dont je n'avais pas la moindre idée. »

Dans l'État de Jammu-et-Cachemire (Inde), les autorités ont régulièrement recours à la détention « préventive », autorisée par la Loi relative à la sécurité publique. Des militants politiques et des personnes soupçonnées d'être membres ou sympathisants de groupes armés sont arrêtés sur de vagues allégations de menaces envers « la sécurité de l'État » ou « le maintien de l'ordre public ». La loi ne définit pas l'expression « sécurité de l'État ». Quant au « maintien de l'ordre public », la définition très large qui en est donnée peut être interprétée de multiples façons.

La Loi relative à la sécurité publique permet aux autorités de Jammu-et-Cachemire de maintenir les prisonniers en détention sans inculpation ni jugement pour une durée pouvant aller jusqu'à deux ans. En pratique, la détention est ensuite souvent reconduite et le droit du détenu à contester son bien-fondé est ignoré. En réalité, les autorités de l'État maintiennent les prisonniers en détention pour des périodes dépassant largement la limite des deux ans.

En Turquie, des milliers de mineurs parfois âgés de 12 ans seulement ont été poursuivis au titre de la loi antiterroriste pour leur participation présumée à des manifestations liées à la communauté kurde.

Après leur arrestation, de nombreux mineurs ont été placés dans des centres de détention pour adultes. L'enregistrement officiel de leur entrée en détention est rare, ce qui permet d'allonger la période de garde à vue au-delà de la durée autorisée par la législation. Souvent, ces mineurs n'ont pas pu consulter d'avocat ni informer leur famille. Beaucoup ont signalé des mauvais traitements et des actes de torture pendant leur arrestation et leur détention.

LES PROCHAINES ÉTAPES

La vérité concernant certaines violations des droits humains commises lors de la « guerre contre le terrorisme » menée par les États-Unis est maintenant de notoriété publique. L'ancien président George W. Bush a reconnu publiquement avoir autorisé le recours à des techniques d'interrogatoire brutales qui s'assimilent clairement à la torture. Des preuves de l'existence de centres de détention secrète dans des pays tels que la Lituanie ou l'Irak continuent d'apparaître.

Certains pays ont mené ou commencent à mener des enquêtes sur le recours à la torture et sur la participation aux « restitutions » et à la détention secrète.

Toutefois, presque aucun des États et des individus responsables n'a été tenu de répondre de ses actes officiellement ou dans les faits.

La campagne *Pas de sécurité sans droits humains* continuera de montrer au grand jour la façon dont certains États violent les droits humains au nom de la lutte contre le terrorisme et de la sécurité nationale. Nous exercerons des pressions pour obliger les responsables de ces violations à rendre des comptes. Nous exigerons que les personnes placées en détention illégale aient droit à un procès pénal équitable ou soient relâchées. Nous ferons campagne pour les droits des victimes du terrorisme et nous rassemblerons des informations sur les attaques de civils par des groupes armés. Enfin, nous continuerons de rappeler aux gouvernements qu'aucune guerre ou menace de guerre, aucune attaque de groupes armés, aucun cas de force majeure ni aucune autre circonstance ne justifiera jamais le recours à la torture et aux mauvais traitements.

Tel est notre engagement. Quel est le vôtre ? Participez à la campagne *Pas de sécurité sans droits humains*. Vous trouverez des informations supplémentaires sur l'Irak à l'adresse <http://snipr.com/1zvko>. Pour en savoir plus sur la Turquie, rendez-vous sur <http://snipr.com/1zvja>

AMNESTY
INTERNATIONAL



UN NOUVEAU DÉPAR

D'immenses manifestations pacifiques en Tunisie et en Égypte ont défié des décennies de répression pour exiger la liberté, la dignité et la justice sociale. Les soulèvements ont renversé deux présidents et ont inspiré d'autres mouvements de protestation au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, laissant espérer un renouvellement positif du paysage des droits humains dans la région.

T



Des opposants au gouvernement se réjouissent sur la place Tahrir, dans le centre du Caire, en Égypte, après que 18 jours de manifestations de masse en faveur de la démocratie ont renversé le président Hosni Moubarak.

Depuis des années, en Iran, certaines minorités ethniques – Arabes, Azéris, Baloutches, Kurdes et Turkmènes – ne peuvent recevoir un enseignement dans leur langue ni dans les écoles ni dans les universités publiques, où seul le persan est autorisé, et ne peuvent fonder leurs propres établissements scolaires.

La plus importante minorité d'Iran, celle des Azéris, mène la lutte en faveur du droit à éduquer les enfants dans leur langue maternelle. De nombreux militants ont été arrêtés, emprisonnés, torturés et harcelés par le gouvernement iranien. Voici les propos d'Azéris iraniens qui racontent leur histoire.

ABBAS DJAVADI, écrivain et journaliste

« En Iran, personne ne nous interdit de parler le turc azéri à la maison ou dans la rue. Même dans les mosquées des provinces iraniennes à population azérie (Azerbaïdjan de l'Est, Azerbaïdjan de l'Ouest, Ardebil, Zanjan), les mollahs prient en turc azéri.

« Pourtant, les Azéris d'Iran savent à peine lire et écrire en turc azéri, car aucun enseignement n'est dispensé dans leur langue maternelle.

« Le pays ne compte pas une seule école, pas un seul institut universitaire ni même une seule formation enseignant le turc azéri. Un citoyen de langue azérie parle dans sa langue maternelle avec sa famille et ses amis, mais il écrit en persan à ces mêmes personnes car il ne sait pas écrire en turc azéri standard.

« Peu à peu, le turc azéri devient socialement insignifiant... Il a été contaminé par l'argot et les dialectes locaux et sociétaux ainsi que par la syntaxe et le vocabulaire prédominants du persan. »

Tiré de : www.rferl.org/content/Restricting_Irans_Second_Mother_Tongue/1497983.html (en anglais)

YASHAR EYNALI, Azéri d'Iran vivant à l'étranger

« J'ai le sentiment d'avoir été marqué à vie par ma scolarité. Sur le plan spirituel, je me sens orphelin. Cette sensation est due à la perte de ma langue maternelle.

« En classe, le professeur parlait en persan. [J'étais incapable] de communiquer avec lui et [je me mettais à pleurer] dès qu'il m'adressait la parole. »

Communication adressée à Amnesty International, 2011

HABIB AZARSINA, journaliste

« L'apprentissage était beaucoup plus facile pour les enfants de langue persane que pour les enfants azéris, qui, à cette époque, entendaient parler persan pour la première fois à leur entrée à l'école.

« [Pour ces derniers], l'absentéisme était habituel. Les parents ramenaient leurs enfants en pleurs. L'échec scolaire était la norme. Beaucoup d'élèves, et leurs parents par la même occasion, abandonnaient à la fin de la sixième année. L'obtention du diplôme décerné à l'issue de l'école élémentaire était considérée comme une prouesse. »

Tiré de : www.gozaar.org/english/articles-en/Education-in-Mother-Tongue-for-Children-of-Iranian-Azerbaijan.html (en anglais).

SE BATTRE POUR SA LANGUE

FAKTHEH ZAMANI,
fondatrice de l'Association
de défense des prisonniers
politiques azéris en Iran

« Le fils d'un ami a économisé son argent de poche puis l'a donné au professeur en lui disant : "Je vous paie d'avance [l'amende] pour une vingtaine de mots en azéri, comme ça je peux dire ce que j'ai à dire." »

Voir <http://adapp.info/en/>
(en anglais)

MOSTAFA EVEZPOOR, défenseur des droits humains, a été arrêté avec ses frères en 2006 après avoir appelé au boycottage de la rentrée scolaire et avoir défendu le droit des enfants azéris d'Iran à recevoir un enseignement dans leur langue maternelle. Il a été libéré en octobre 2006.

« Nous avons supporté la plus grande partie de cette épreuve, à savoir, la torture physique et morale, les passages à tabac [et] la grève de la faim que j'ai entreprise, dans le centre de détention du ministère du Renseignement.

« Mon benjamin et moi avons été détenus pendant 22 jours et [notre frère] cadet pendant six jours, mais nous n'avons pas eu la permission de voir nos parents. Nous avons été frappés pendant quatre jours.

« Il n'y avait contre nous aucune accusation fondée. On nous disait simplement : "Vous avez voulu participer à la manifestation pour votre langue maternelle". »

Tiré d'un entretien avec le service azerbaïdjanais de Voice of America, 18 octobre 2006

SALEH KAMRANI, avocat et ancien prisonnier d'opinion, a été incarcéré en 2006 et 2007 pour son action en faveur des droits humains. Aujourd'hui, c'est un réfugié qui vit en exil.

« Chaque année, ma famille est convoquée au ministère du Renseignement avant le rassemblement du château de Babak [journée de rassemblement des Azéris, début juillet, au château de Babak Khorramdin, héros azéri]. L'un de nous est alors arrêté - soit l'un de mes frères, soit moi. Récemment, quand mes frères ont été arrêtés, le procureur d'Ahar m'a menacé de dizaines d'années d'emprisonnement, puis j'ai été enlevé. Nos conversations téléphoniques, notre correspondance et nos contacts sont sous surveillance. »

Extrait d'une lettre à Amnesty International, 2006

اۆز ديلينده مدرسه اولمالی

دير هر كسه *

* « L'éducation dans sa propre langue est une nécessité pour tous »
en turc azéri

NASRIN BABAEI, épouse du militant Oxtay (Mehdi) Babaei Ajabshir. En 2006, Oxtay a été condamné à six mois d'emprisonnement pour son activité militante. Il a été libéré en mars 2007.

« Voici les chefs d'inculpation qui pèsent contre mon mari : publicité contre le régime, trouble à l'ordre public, menace envers la paix et la sécurité dans le pays et communication avec des séparatistes étrangers à l'extérieur du pays. Ma question est la suivante : Est-ce une infraction de faire campagne pour que nos enfants soient éduqués dans notre langue maternelle, le turc azéri ? Si c'est le cas, pourquoi les autorités évitent-elles de juger mon mari ? À qui suis-je censée m'adresser en ce qui concerne mes souffrances ? Je reçois sans cesse des appels menaçants d'agents des forces de sécurité [...] m'ordonnant de ne parler à personne, si je ne veux pas me faire arrêter. »

La lettre de Nasrin Babaei a été publiée en ligne en 2006. Depuis lors, les autorités iraniennes ont bloqué l'accès à tous les sites Web sur lesquels elle figurait.

ALIREZA ASGHARZADEH,
universitaire

« Quand des millions d'enfants appartenant à de très nombreuses communautés (Azéris, Kurdes, Baloutches, Turkmènes, Arabes, Lors, Bakhtiari, Gilanis, etc.) auront des écoles dispensant un enseignement dans leur propre langue, la création d'un Iran non raciste sera en bonne voie. »

Tiré de : <http://southaz.blogspot.com/2009/08/profile-dr-alireza-asgharzadeh.html> (en anglais)

AGISSEZ

Signez et envoyez la carte postale en encart pour demander la libération immédiate et inconditionnelle de Said Metinpour, qui purge une peine de huit ans d'emprisonnement pour avoir fait campagne pacifiquement pour les droits de la communauté azérie d'Iran.

QUE DIT LE DROIT INTERNATIONAL ?

Les personnes appartenant à des minorités ont le droit d'utiliser leur propre langue, en privé et en public, librement et sans discrimination. Elles ont le droit de créer et de gérer des établissements scolaires où l'enseignement est dispensé dans leur langue, à condition que ces établissements respectent les normes éducatives minimales fixées par l'État.

L'État doit prendre des mesures pour veiller à ce que les personnes appartenant à des minorités aient une possibilité réelle d'étudier dans leur langue maternelle. Les établissements scolaires devraient permettre aux élèves d'apprendre leur langue et fournir le matériel et le personnel nécessaires.

Les Azéris iraniens représentent 25 à 30 % de la population totale, qui s'élève à environ 70 millions d'habitants. Ils vivent principalement dans le Nord et le Nord-Ouest du pays et à Téhéran.

COMMENT S'HABILLER, UNE VRAIE QUESTION

Certains choix vestimentaires peuvent entraîner, pour les femmes de nombreux pays, le risque d'être arrêtées, emprisonnées, voire fouettées. Des États et des groupes armés contrôlent et surveillent la façon dont les femmes s'habillent, parfois au nom de la religion ou de la culture, parfois pour affirmer leur autorité et terroriser la population. Lorsque ces femmes se battent pour s'habiller comme elles le souhaitent, elles défendent aussi la liberté individuelle et les droits humains.

En 2009, la journaliste soudanaise Lubna Hussein a été arrêtée dans un restaurant de Khartoum. D'autres femmes ont été appréhendées en même temps. Elles ont toutes été accusées de « port de vêtements indécents ou contraires à la morale » – en d'autres termes, elles portaient un pantalon. La plupart des femmes arrêtées ce jour-là, comme beaucoup de celles qui sont appréhendées chaque jour à Khartoum pour des motifs similaires, ont plaidé coupable devant un tribunal spécial et ont été condamnées, puis flagellées, en l'espace de quelques heures.

Lubna, elle, a tenu à comparaître devant une juridiction ordinaire. En septembre 2009, le tribunal lui a donné le choix entre une peine d'un mois de prison et une amende de 500 livres soudanaises (150 euros environ). Refusant de payer, elle a été incarcérée. L'amende a ensuite été réglée par l'Union des journalistes. Lubna a fait appel de sa condamnation mais, plus d'un an après, la Cour constitutionnelle ne s'est pas encore prononcée.

« La loi est discriminatoire parce qu'elle restreint la liberté de choix individuelle, a déclaré Lubna à Amnesty International. [Pour moi], le sentiment d'humiliation et d'atteinte à ma dignité a été plus intense que la peur [du châtiment]. Cela m'a donné le courage nécessaire. J'ai été la première à dire d'une voix forte qu'il fallait que cela cesse. Des Soudanaises m'ont soutenue car c'était pour elles l'occasion de rompre le silence et de dissiper les peurs que suscitent ces lois. Auparavant, les policiers fouettaient les femmes tout de suite après le jugement, et ces femmes étaient rejetées par la société et par leurs proches. Aujourd'hui, les familles voient les femmes comme des victimes du système. »

Liberté de porter les vêtements que nous voulons, liberté de ne pas porter ceux qui ne nous conviennent pas : ces libertés sont importantes parce qu'elles font partie de notre droit de nous exprimer, d'exprimer nos convictions, notre identité culturelle et notre personnalité – sans discrimination, contrainte ni violence. Notre liberté de choisir notre tenue vestimentaire est affaire de droits humains. Dans de nombreuses régions du monde, il arrive que les lois obligent les gens à s'habiller d'une certaine façon ; cette obligation peut aussi provenir de normes sociales imposées de manière contraignante ou violente par ceux qui détiennent le pouvoir (et en abusent). Ceux qui, comme Lubna Hussein, osent braver ces

---

La journaliste Lubna Hussein, vêtue du pantalon qui a occasionné son arrestation, arrive au tribunal à Khartoum, au Soudan (septembre 2009).



© AP Photo/Abd Raouf



© Payvand.com

interdits le paient très cher. Ils subissent l'exclusion et la discrimination, sont harcelés, emprisonnés ou fouettés.

Les femmes sont particulièrement touchées par ces restrictions vestimentaires. Bien souvent, les États, ou ceux qui détiennent l'autorité dans la famille ou le milieu social, exigent qu'elles s'habillent et se comportent conformément aux normes et valeurs sociales dominantes. Les femmes ne sont pas perçues comme des personnes à part entière, mais comme l'incarnation de ces valeurs. Dans pareil contexte, ceux qui détiennent le pouvoir déterminent et contrôlent ce que les femmes peuvent porter ou non, ce qu'elles peuvent faire ou non. Ils bafouent ainsi leurs droits fondamentaux, notamment le droit de contester les interprétations dominantes de la culture, de la tradition ou de la religion ou les comportements qui constituent des discriminations à l'égard des femmes.

DES FEMMES SONT TOUCHÉES PARTOUT DANS LE MONDE

En novembre 2007, le président tchétchène Ramzan Kadyrov a demandé aux femmes de s'habiller décentement, dans le respect de la tradition, et de couvrir leur tête d'un foulard. À tous les niveaux du système éducatif, y compris à l'université, les filles et les femmes s'exposent à un renvoi si elles ne suivent pas ces consignes. À Grozny, les femmes ne peuvent entrer dans les bâtiments officiels que si elles portent un foulard. En septembre 2010, des défenseurs des droits humains ont vu des hommes en uniforme arrêter des femmes dans la rue. Celles dont la tenue était jugée indécente ont dû écouter un discours prônant les valeurs traditionnelles tchétchènes. Certaines ont été brutalisées. Le parquet tchétchène enquête actuellement sur ces agressions.

En Arabie saoudite, les femmes sont censées cacher l'intégralité de leur corps. Elles ne peuvent porter aucun vêtement jugé transparent ou moulant. La police religieuse (le Comité pour la propagation de la vertu et la prévention du vice) tance les femmes ou leurs tuteurs lorsqu'elles ne couvrent pas leur visage ou laissent apparaître leurs jambes, leurs bras, leurs chevilles ou leurs cheveux. Parfois, ces policiers fouettent des



© AP photo

femmes dans la rue ou les appréhendent. Quand une femme est arrêtée, son tuteur (*mahram*) est lui aussi interpellé et reçoit la consigne de veiller à ce qu'elle observe ce code vestimentaire non écrit. La police religieuse sermonne aussi les jeunes hommes à la chevelure jugée trop longue et pratique parfois sur place une coupe de cheveux.

Depuis juillet 1982, lorsqu'ils se trouvent dans l'espace public, les Iraniennes et les Iraniens doivent respecter un code vestimentaire obligatoire, qui est inscrit dans la législation. Les femmes doivent porter des vêtements amples qui couvrent la tête, le cou, les bras et les jambes. De nombreuses femmes portent toujours le *tchador* traditionnel (une pièce de tissu noir, tenue sous le menton, drapée autour de la tête et du corps). D'autres portent un manteau ample à manches longues (*roupouch*), accompagné soit d'un foulard (*roussari*) noué sous le menton et cachant les cheveux, les oreilles et le cou, soit d'un capuchon serré qui descend jusqu'à la poitrine, le *maghnaeh*. Les femmes qui, pendant les mois d'été notamment, ne respectent pas strictement ces règles risquent d'être harcelées par la police, les *bassidjis* (miliciens volontaires) et d'autres forces de sécurité. Les mesures de répression se sont multipliées depuis l'arrivée au pouvoir du président Mahmoud Ahmadinejad, en 2005.

Les femmes qui enfreignent le code vestimentaire s'exposent à des avertissements, des amendes ou des peines allant de 10 jours à deux mois de prison. Les gérants de boutiques de vêtements doivent habiller leurs mannequins de

façon à ne pas « porter atteinte à la morale publique ». Les contrevenants peuvent recevoir des instructions écrites, des avertissements, des menaces et risquent même des amendes, des peines de flagellation et le retrait de leur patente.

Nasrin Sotoudeh, éminente avocate iranienne spécialisée dans les droits humains, doit être jugée le 16 février 2011 pour non-respect du code vestimentaire. On la voit en effet sans foulard dans une vidéo qu'elle a tournée afin d'accepter un prix décerné en Italie en 2008 pour ses activités en faveur des droits fondamentaux. Les autorités iraniennes lui avaient interdit de faire le voyage pour recevoir cette récompense en personne. La vidéo a été réalisée en privé et Nasrin ne l'a pas diffusée en Iran. Détenue depuis septembre 2010, Nasrin a été condamnée à 11 ans de prison en janvier 2011 pour son action pourtant pacifique de défense juridique des personnes.

Certains pays européens ont également adopté des lois qui limitent ce que les femmes peuvent porter en public. L'année dernière, la Belgique, la France et plusieurs municipalités espagnoles ont décidé de prohiber le port du voile intégral dans les lieux publics. Certains partisans de l'interdiction estiment qu'elle aidera les femmes à résister aux pressions exercées par leur famille ou leur milieu social pour les obliger à porter le voile intégral. D'autres y sont favorables pour des raisons de sécurité publique. Amnesty International estime que l'interdiction totale du voile intégral dans ces pays est contraire aux obligations des États en matière de droits

À gauche : L'avocate iranienne Nasrin Sotoudeh, spécialisée dans les droits humains, doit être de nouveau jugée après être apparue la tête nue dans une vidéo d'acceptation d'un prix honorant son travail.

Ci-contre : Des footballeuses très couvertes.

Les équipes féminines de football iranienne et allemande pendant un match au stade Ararat de Téhéran, en Iran (avril 2006).

Ci-dessous : Une militante soudanaise manifeste pour soutenir Lubna Hussein. Sur sa pancarte, on peut lire « L'affaire Lubna est l'affaire de toutes les femmes ». Khartoum, Soudan (août 2009).



© AP/PA Photo/Abd Raouf

humains, et que d'autres mesures devraient être adoptées pour garantir les droits fondamentaux des femmes (voir le Fil d'août-septembre 2010, Volume 40 N°004, disponible sur <http://snipr.com/1zn3hr>).

PRISES AU PIÈGE DES CONFLITS DE POUVOIR

Lors des conflits armés, les femmes sont souvent traitées comme de simples instruments par ceux qui se battent pour obtenir le pouvoir politique ou conquérir des territoires. Des groupes armés assoient leur domination sur des populations en obligeant les femmes à se vêtir et à se comporter



© AP/PA Photo/Mohamed Sheikh Nor

« de façon convenable », souvent sous le couvert de valeurs culturelles ou de convictions religieuses.

En Somalie, pays déchiré par la guerre, des groupes islamistes armés comme Al Shabab recourent à la cruauté et à la violence pour répandre la peur au sein de la population civile. Ils punissent des personnes qu'ils accusent de se livrer à l'espionnage ou de ne pas respecter leur interprétation du droit musulman. Leurs victimes sont flagellées, amputées, tuées par balle ou par lapidation. « Des membres d'Al Shabab m'ont frappée à cause de ma façon de m'habiller, a raconté une adolescente de 14 ans après avoir fui la ville de Baidoa en mars 2010. Ils trouvaient que mes habits étaient trop légers, alors ils m'ont donné des coups de baguette. Deux hommes m'ont battue alors que je revenais du marché. Ils m'ont frappée quatre fois, puis j'ai pu m'enfuir. Nous avons dû partir à cause de tous ces problèmes et des difficultés liées à la guerre en Somalie. »

À Mogadiscio, les 13 et 14 octobre 2009, Al Shabab a flagellé plus de 200 femmes après les avoir arrêtées dans les quartiers de Suqa Holaha et Daynile ainsi que sur le marché de Bakara, au motif qu'elles n'étaient pas voilées. Le 16 octobre 2009, dans le nord de Mogadiscio,

Des combattants d'Al-Shabaab montrent leurs armes lors d'exercices militaires dans le nord de Mogadiscio, en Somalie (octobre 2010). Al-Shabab et d'autres groupes islamiques armés ont forcé les hommes à porter des pantalons qui s'arrêtent au-dessus de la cheville.

des membres de ce groupe armé ont fouetté des femmes parce qu'elles portaient un soutien-gorge, affirmant que ce sous-vêtement était interdit par le droit musulman. Par ailleurs, des groupes armés ont contraint les hommes à porter des pantalons s'arrêtant au-dessus de la cheville, jugeant cette tenue plus conforme à l'islam.

Lubna Hussein et Nasrin Sotoudeh ne sont pas les seules à se rebeller courageusement. Partout dans le monde, des hommes et des femmes luttent pour leur droit de s'exprimer en toute liberté, de contester les stéréotypes liés au genre et les interprétations dominantes de la culture ou de la religion, de porter une tenue en accord avec leurs propres convictions culturelles et religieuses, de disposer de leur corps et d'assumer librement leur propre identité.

La Journée internationale de la femme a lieu le 8 mars.

SANDYA EKNALIGODA

INTERVIEW



Sandya Eknaligoda joue un rôle important dans la lutte des femmes contre les disparitions forcées au Sri Lanka. Son mari, le journaliste et dessinateur Prageeth Eknaligoda, a disparu le 24 janvier 2010. La solidarité des autres femmes lui a donné la force de ne pas renoncer. « Je n'abandonnerai jamais, déclare-t-elle. Je veux retrouver Prageeth. Je persiste à croire qu'il est en vie. »

Comment est né votre intérêt pour les droits humains ?

Notre génération a connu deux insurrections dans le sud, en 1971 et à la fin des années 1980, ainsi qu'une guerre civile qui a duré 30 ans dans le nord et le sud du pays. Nous avons vu de nos propres yeux les homicides, les disparitions, les enlèvements. Ça m'est finalement arrivé à moi aussi : mon mari, Prageeth Eknaligoda, a disparu à son tour.

Prageeth s'inquiétait beaucoup de ce qui se passait dans le pays et nous avions l'habitude d'en discuter à la maison. Il militait très activement contre les atteintes aux droits humains dans le nord et le sud ; il croyait en une politique démocratique et au droit d'avoir des opinions divergentes. Mon intérêt pour les droits humains est né avec ces discussions à la maison. Nous participons au [mouvement] militant depuis les années 1980, en essayant d'agir par rapport à ce qui se passe ici.

Quels sont, selon vous, les principaux obstacles rencontrés dans la lutte contre les atteintes aux droits humains au Sri Lanka ?

Le pouvoir exécutif qu'on ne peut pas remettre en cause, l'impunité totale et la militarisation de la vie politique, que ce soit au temple ou à la maison. Vous pouvez le constater dans notre Parlement : certains députés dirigent leurs propres groupes militaires privés.

Même maintenant, après la fin d'une guerre civile qui a duré 30 ans, des centaines de personnes sont enlevées, disparaissent – c'est le cas de mon mari – ou sont tuées. Le gouvernement a vaincu les LTTE [les Tigres libérateurs de l'Eelam Tamoul, un groupe d'opposition armé] mais cette machine de mort continue. Pourquoi y a-t-il encore des enlèvements ?

Si vous pouviez changer quelque chose au Sri Lanka, que feriez-vous ?

Il n'y a pas qu'une chose qui me vient en tête mais plusieurs, qui sont liées. Mon mari et moi, et bien d'autres, pensons que le pouvoir exécutif

devrait être entre les mains du Parlement et non d'une seule personne. Nous pensons que le monde politique ne devrait pas se mêler du maintien de l'ordre. Depuis près de 30 ans, ce pays est dirigé [selon] les Règlements d'exception et la Loi relative à la prévention du terrorisme. Les autorités doivent revenir à l'état de droit en respectant la liberté d'avoir des opinions divergentes et de les exprimer.

Quelles conséquences votre action en faveur des droits humains a-t-elle sur votre vie et votre famille ?

Vous pouvez le constater vous-même, Prageeth, mes deux fils et tous les autres en ont payé le prix ; plusieurs milliers de personnes ont été tuées ou ont disparu dans ce pays. Je n'ai pas de mots pour exprimer ce que je ressens. Mes deux fils sont encore traumatisés mais je ne cesse de les encourager à tenir bon. Malgré ces difficultés, notre fils aîné a réussi à passer ses examens en décembre dernier.

Malgré tout, je me sens stimulée et capable de persévérer pour découvrir la vérité sur ce qui est arrivé à Prageeth. Et oui : je vais continuer le



Page de gauche : Sandya Eknaligoda, épouse du journaliste disparu Prageeth Eknaligoda, et leurs deux fils Sathyajith Sanjaya et Harith Danajaya, au Sri Lanka (janvier 2011).

Sur cette page : Un choix de caricatures politiques du journaliste Prageeth Eknaligoda. Ses critiques à l'égard du gouvernement étaient connues. Il a participé à la campagne électorale du candidat de l'opposition.



Que représente Amnesty International pour vous ?

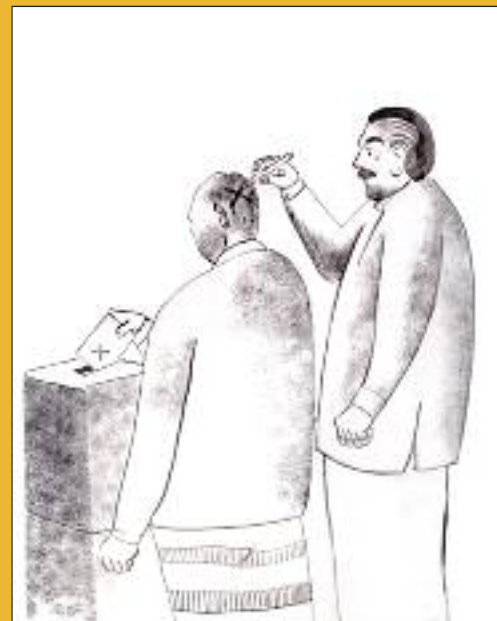
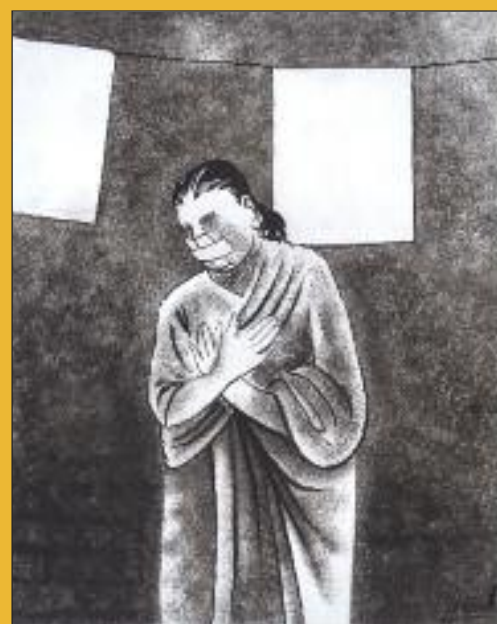
J'ai entendu parler de l'engagement d'Amnesty International au Sri Lanka depuis l'insurrection de 1971, à la fin des années 1980 et pendant la guerre civile. Quand Prageeth a disparu, Amnesty International m'a contactée. Depuis, l'organisation m'a donné des conseils et me soutient moralement, et elle a porté la campagne pour Prageeth à l'échelle mondiale. De plus, elle est souvent en contact avec moi et les enfants, de cette façon je n'ai pas l'impression que nous sommes seuls. Cela me donne de l'énergie et j'ai le sentiment d'être protégée.

Avez-vous un message pour nos lecteurs ?

Je sais que les personnes qui appartiennent à Amnesty International ou lisent des documents d'Amnesty International s'intéressent à ce qui se passe dans le monde. Vous faites partie des gens qui peuvent agir. Je vous suis reconnaissante.

Quel est l'enseignement le plus important que vous ayez tiré de votre action militante ?

En tant qu'[êtres] humains, nous avons toujours nos propres problèmes à gérer. Mais nous devrions également être capables de nous préoccuper de l'humanité et d'agir en sa faveur. Malgré tous les événements économiques et politiques à travers le monde, on peut encore constater le pouvoir des actions collectives.



combat, à l'échelle nationale et internationale, avec beaucoup d'autres femmes et familles qui recherchent des proches disparus. J'essaie de faire en sorte que la vie et le travail de Prageeth créent une base d'action pour ces gens.

Qu'est-ce qui vous permet de rester motivée dans les moments difficiles ?

Je ne sais pas d'où je tire cette énergie mais je sens au fond de moi que je dois tenir bon. Quand je rencontre quelques-unes des milliers de familles de disparus, je me sens responsable, je sens que j'ai non seulement le devoir de retrouver le père de mes enfants, mais aussi celui de contribuer à retrouver d'autres personnes disparues. Mes efforts visent à essayer de faire cesser ces disparitions et ces homicides.

LE SAVIEZ-VOUS ?

« LE PLUS BEAU CADEAU DE NOËL »

« Pour Noël, je voulais un ordinateur portable, j'ai eu mon père », explique Femi Peters Junior, le fils de Femi Peters, ancien responsable de l'opposition en Gambie, libéré de prison le 10 décembre 2010. Cet homme politique purgeait une peine d'emprisonnement d'un an en lien avec une manifestation pacifique organisée par son parti, le Parti démocratique unifié, en octobre 2009. Il a été libéré près de quatre mois avant la date prévue (mars 2011).

Femi Peters est une des 10 personnes auxquelles s'est consacré le Marathon annuel d'écriture de lettres d'Amnesty International, *Écrire pour les droits*. Lors de cet événement qui a débuté le 4 décembre, des membres d'Amnesty International de plus de 50 pays ont rédigé des lettres et signé des pétitions demandant la libération de Femi Peters. Six jours plus tard, il était libre.

« J'ai l'impression d'être redevenu un petit enfant. Je suis très heureux, a déclaré Femi Peters Junior. Je ne sais pas comment exprimer cela. Je tiens à remercier Amnesty International pour avoir écrit des lettres et fait pression sur le gouvernement. C'est le plus beau cadeau de Noël de toute ma vie... »

À droite : Les sections et militants d'Amnesty International à travers le monde joignent leurs forces lors de la Journée internationale des droits de l'homme, le 10 décembre, en participant à *Écrire pour les droits*, le Marathon d'écriture de lettres d'Amnesty International.
Ci-dessous : Femi Peters.

© DR



© Katja Tahja

Toutes les autres photos
© Amnesty International

© Laurent HINI

© AI Togo



LES CAMPAGNES D'AMNESTY INTERNATIONAL S'EFFORCENT D'OBTENIR LA JUSTICE, LA LIBERTÉ ET LA DIGNITÉ POUR TOUS ET DE MOBILISER L'OPINION PUBLIQUE POUR UN MONDE MEILLEUR, QUE CE SOIT LORS DE CONFLITS TRÈS MÉDIATISÉS OU DANS DES ENDROITS OUBLIÉS DE LA PLANÈTE.

QUE POUVEZ-VOUS FAIRE ?

Dans le monde entier, des militants font la preuve qu'il est possible de résister aux forces qui bafouent les droits humains. Rejoignez ce mouvement mondial. Combattez les marchands de peur et de haine.

- Adhérez à Amnesty International et participez, au sein d'un mouvement mondial, à la lutte contre les atteintes aux droits fondamentaux. Vous pouvez nous aider à changer les choses.
- Faites un don pour soutenir l'action d'Amnesty International.

Ensemble, nous pouvons faire entendre notre voix.

☐ Je désire recevoir des renseignements complémentaires sur les conditions d'adhésion à Amnesty International.

nom

adresse

pays

adresse électronique

☐ Je désire faire un don à Amnesty International (merci de faire des dons en livres sterling, en dollars US ou en euros)

montant :

veuillez débiter ma carte

Visa ☐

Mastercard ☐

n° de carte

date d'expiration

signature

Veuillez retourner ce formulaire au bureau d'Amnesty International de votre pays.

Vous trouverez la liste complète des bureaux de l'organisation dans le monde à l'adresse : www.amnesty.org/fr/worldwide-sites

Si l'organisation n'est pas présente dans votre pays, renvoyez votre bulletin à l'adresse suivante :

Amnesty International, International Secretariat, Peter Benenson House, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni



© Susanne Keller



**« JE VAIS
CONTINUER
LE COMBAT »**

**SANDYA EKNALIGODA
PAGE 18**



NIGERIA

EMMANUEL EGBO

UN ADOLESCENT ABATTU PAR LA POLICE PENDANT QU'IL JOUAIT



© DR

Emmanuel Egbo, 15 ans, a été abattu par la police le 25 septembre 2008 à Enugu, au Nigeria, alors qu'il jouait dans la rue. La police affirme qu'il avait commis un vol à main armée. Cependant, des témoins assurent qu'il n'avait pas d'arme et qu'il jouait avec d'autres jeunes. La famille d'Emmanuel n'a pas pu l'enterrer parce que son corps a disparu de la morgue de l'hôpital.

Dans un premier temps, aucune enquête n'a été ouverte. Les proches d'Emmanuel se sont rendus à maintes reprises au poste de police d'Enugu pour demander que les circonstances de sa mort fassent l'objet d'une enquête. Ils se sont entretenus plusieurs fois avec des responsables de la police d'Enugu entre octobre 2008 et mai 2009. Lors d'une de ces visites, qui succédait à bien d'autres,

ils ont appris que le policier chargé de l'enquête avait changé de poste. « L'agent nous a dit que le garçon avait commis un vol à main armée et que l'affaire était close. Pour nous, cette fin est un cauchemar », a expliqué un membre de la famille.

En septembre 2009, la famille d'Emmanuel a été informée que le policier soupçonné de l'homicide avait été arrêté. Cependant, on ignore toujours où se trouve le corps de l'adolescent et, à ce jour, personne n'a été poursuivi pour sa mort.

Veuillez écrire à l'inspecteur général de la police et demander qu'une enquête exhaustive et impartiale soit menée sans délai sur la mort d'Emmanuel Egbo, tué par balle le 25 septembre 2008. Exhortez-le à rouvrir le dossier, à interroger tous les témoins et à traduire les responsables présumés en justice. Demandez instamment que le corps d'Emmanuel Egbo soit restitué à sa famille ou que celle-ci soit informée du lieu où il a été inhumé. Envoyez vos appels à :

Hafiz Ringim
Inspector General of Police
Nigeria Police Force Headquarters
Louis Edet House
Shehu Shagari Way
Area 11 Garki, Abuja
Nigeria

MEXIQUE

INÉS FERNÁNDEZ ORTEGA ET VALENTINA ROSENDO CANTÚ

DES FEMMES VIOLÉES DEMANDENT JUSTICE



© CDHM Tlachnolan

Inés Fernández Ortega (à gauche) et Valentina Rosendo Cantú ont été violées par des soldats mexicains en 2002. Bien qu'elles aient signalé ces agressions aux autorités et qu'elles n'aient cessé de demander justice, aucune enquête sérieuse n'a été menée et personne n'a été traduit devant les tribunaux.

Inés Fernández a été violée le 22 mars 2002. Trois militaires sont entrés chez elle, où elle se trouvait avec ses enfants. Elle a été jetée à terre et violée par un soldat sous les yeux des deux autres. Valentina Rosendo, alors âgée de 17 ans, faisait la lessive dans un cours d'eau lorsque des soldats l'ont accostée. Ils l'ont menacée et deux d'entre eux l'ont violée.

Inés Fernández et Valentina Rosendo appartiennent à l'ethnie me'phaa (tlapanèque). Au Mexique, les femmes indigènes portent rarement plainte en cas de viol, en raison de barrières culturelles, économiques et sociales. Inés Fernández et Valentina Rosendo ont fait

preuve d'un grand courage en dénonçant les actes commis contre elles et en portant l'affaire devant des juridictions, à l'échelon national et international.

Des enquêteurs de l'armée ont tenté d'infirmer leurs allégations, faisant supporter aux victimes la charge de la preuve. De leur côté, les institutions civiles n'ont pas traité correctement le dossier des deux femmes. Inés Fernández, Valentina Rosendo et leurs proches ont fait l'objet de tentatives d'intimidation. Le 28 août 2010, deux hommes ont abordé la fille d'Inés Fernández et lui ont dit que les membres de sa famille seraient en danger de mort s'ils ne quittaient pas la région.

En août 2010, la Cour interaméricaine des droits de l'homme a rendu deux arrêts contre le Mexique et a ordonné qu'une enquête approfondie soit menée par les autorités civiles, que des réparations soient accordées et que des réformes soient apportées à la justice militaire.

Veuillez écrire aux autorités pour leur demander de se conformer pleinement aux arrêts de la Cour interaméricaine, qui ont un caractère contraignant. Soulignez qu'à cette fin, elles doivent veiller à ce que la justice civile mène sans délai des investigations exhaustives et impartiales sur le viol et les actes de torture subis par Inés Fernández Ortega et Valentina Rosendo Cantú et à ce que des réparations adaptées et une protection efficace leur soient accordées. Envoyez vos appels à :

Lic. Felipe de Jesús Calderón Hinojosa
President of the Republic
Residencia Oficial de "Los Pinos"
Col. San Miguel Chapultepec
Mexico D.F., C.P. 11850, Mexique
Fax : +52 5550 935321
Courriel : felipe.calderon@presidencia.gob.mx
Formule d'appel : Dear President,
/ Monsieur le Président,

FÉDÉRATION DE RUSSIE

NATALIA ESTEMIROVA

L'ASSASSINAT D'UNE DÉFENSEURE DES DROITS HUMAINS DOIT FAIRE L'OBJET D'UNE ENQUÊTE



© Memorial

Le 15 juillet 2009 au matin, Natalia Estemirova, défenseure des droits humains, a été enlevée devant chez elle à Grozny, en Tchétchénie. Quelques heures plus tard, son corps a été retrouvé dans une forêt de la république voisine d'Ingouchie. Elle avait reçu des coups de feu tirés à faible distance dans la tête et dans la poitrine.

Natalia Estemirova travaillait pour Memorial, une organisation russe de défense des droits humains. À partir de l'an 2000, elle avait recueilli des preuves – notamment des déclarations de témoins – de violations des droits humains commises au cours de la décennie précédente. Elle avait également collaboré avec Anna Politkovskaïa, qu'elle avait aidée à entrer en contact avec des victimes d'atteintes aux droits fondamentaux.

L'enquête sur l'assassinat de Natalia Estemirova a conclu qu'aucun représentant de

l'État n'était impliqué dans cet homicide. Pourtant, peu de temps avant sa mort, la défenseure des droits humains travaillait, entre autres, sur une exécution extrajudiciaire présumée et une disparition forcée. Elle avait indiqué que des responsables des postes de police de Kourtchaloï et de Chali, en Tchétchénie, étaient peut-être impliqués dans ces violations.

Dans des lettres adressées à Amnesty International, les autorités russes ont donné l'identité du meurtrier présumé de Natalia Estemirova et affirmé qu'un mandat d'arrêt international avait été décerné à son encontre. Cependant, l'organisation craint que les investigations menées à ce jour n'aient pas été suffisantes et s'inquiète notamment de ce que des allégations crédibles selon lesquelles des responsables de l'application des lois seraient mêlés à l'assassinat de Natalia Estemirova n'ont pas été examinées.

Bien que des représentants des autorités, dont le président russe Dmitri Medvedev, aient déclaré que le crime serait élucidé et ses auteurs traduits en justice, rien n'indique que l'enquête soit menée de manière approfondie et indépendante.

Veuillez écrire aux autorités russes pour les engager à mener une enquête indépendante, impartiale et exhaustive sur le meurtre de Natalia Estemirova, et notamment à examiner l'implication possible de représentants de l'État ou de membres des forces de sécurité. Demandez instamment que les responsables présumés soient traduits en justice. Envoyez vos appels à :

Dmitry Anatolievich Medvedev
President of the Russian Federation
ul. Ilyinka, 23
103132 Moscou - Russie
Fax : +7 495 9102134

DES FAMILLES
RISQUENT UNE
EXPULSION FORCÉE

Les habitants des hameaux de Hadidiya et de Humsa, dans la vallée du Jourdain, en Cisjordanie, vivent constamment dans la crainte d'être expulsés de force et de voir leurs habitations et leurs moyens de subsistance réduits à néant par l'armée israélienne. Ils rencontrent de grandes difficultés à s'approvisionner en eau, l'utilisation des ressources locales étant exclusivement réservée aux colonies israéliennes voisines, qui sont illégales aux termes du droit international.

Depuis 2007, de nombreuses démolitions d'habitations et d'autres constructions ont eu lieu à Hadidiya et à Humsa. En août 2007, les abris de 40 familles ont été détruits. En juin 2009, l'armée israélienne a détruit des habitations et d'autres constructions appartenant à 18 familles et a saisi leur citerne, ainsi qu'un tracteur et une remorque qu'elles utilisaient pour aller chercher de l'eau. Les autorités israéliennes ont également démoli des constructions à plusieurs reprises dans des villages palestiniens voisins en 2010.

Les conditions de vie à Hadidiya et à Humsa sont extrêmement difficiles. La construction de bâtiments en dur leur étant interdite, les villageois résident dans des tentes et des cabanes, constructions également jugées « illégales » par l'armée israélienne et susceptibles d'être détruites. Les communautés palestiniennes de la vallée du Jourdain, qui tiraient auparavant l'essentiel de leur subsistance de l'agriculture et de l'élevage d'ovins, sont actuellement menacées par la pénurie d'eau et le manque de pâtures.

Les autorités israéliennes affirment que les habitants de Hadidiya et de Humsa n'ont pas le droit de vivre dans la région parce qu'il s'agit d'une « zone militaire fermée ». Leur situation illustre la stratégie que les autorités ont manifestement choisi de suivre pour pousser les Palestiniens à quitter cette partie de la Cisjordanie. La communauté internationale a témoigné son soutien aux habitants de ces villages et est intervenue en leur faveur ; toutefois, son attention

s'est relâchée ces dernières années. Il est essentiel d'agir à nouveau, et ce sur la durée.

Veuillez écrire aux autorités et les exhorter à adopter un moratoire sur les démolitions et les expulsions forcées à Hadidiya et à Humsa, ainsi qu'à restituer les biens saisis. Demandez instamment la levée des entraves discriminatoires à l'accès à l'eau, à l'électricité et aux produits de première nécessité.

Envoyez vos appels à :

Ehud Barak
Minister of Defence
Ministry of Defence
37 Kaplan Street, Hakirya
Tel Aviv 61909
Israël

Fax : +972 3 691 6940/696 2757
Courriel : minister@mod.gov.il
Formule d'appel : Dear Minister,
/ Monsieur le Ministre,

ALGÉRIE

DÉTENU SANS
JUGEMENT DEPUIS
1999

MALIK MEDJNOUN

Malik Medjnoun est détenu dans l'attente de son procès depuis 1999. Il a été arrêté le 28 septembre 1999 à la suite de l'assassinat de Lounès Matoub, un chanteur critique à l'égard du gouvernement algérien. Bien que la procédure judiciaire à son encontre ait officiellement débuté en mai 2001, son procès n'a cessé d'être reporté depuis lors.

Après son arrestation, Malik Medjnoun a été maintenu en détention au secret durant plus de sept mois dans une caserne à Alger, où il dit avoir été frappé avec un manche de pioche, soumis à des décharges électriques et contraint à avaler de l'eau sale et d'autres liquides. D'après son témoignage, il a ensuite été quotidiennement battu pendant plusieurs mois par des gardiens de prison et régulièrement privé de nourriture. Il a été transféré à l'hôpital militaire de Blida, au sud d'Alger, son état de faiblesse étant tel qu'il était incapable de se tenir debout.

Malik Medjnoun a été présenté à un procureur général les 4 et 6 mars 2000, ainsi qu'à un juge d'instruction à Tizi Ouzou le 2 mai 2000. Il n'a bénéficié d'une assistance juridique dans aucun des deux cas. Le 2 mai 2000, il a été informé qu'il avait été inculpé d'« appartenance à un groupe terroriste armé » et de l'assassinat de Lounès Matoub, sur la base des déclarations d'un autre homme qui est ensuite revenu sur ses « aveux », affirmant qu'ils lui avaient été extorqués sous la torture. Malik Medjnoun est actuellement incarcéré dans la prison civile de Tizi Ouzou.

Lounès Matoub a été abattu par des tireurs non identifiés le 25 juin 1998. Les circonstances de sa mort sont controversées et n'ont jamais fait l'objet d'une enquête en bonne et due forme.

Veuillez écrire aux autorités et les engager à libérer Malik Medjnoun, cet homme n'ayant toujours pas été jugé plus de 10 ans après son arrestation. Demandez instamment que les allégations selon lesquelles il a été torturé en détention donnent lieu à une enquête exhaustive et impartiale, et que des investigations approfondies soient menées sur l'assassinat de Lounès Matoub.

Envoyez vos appels à :

Son Excellence M. Abdelaziz Bouteflika
Président de la République algérienne
Présidence de la République
El Mouradia
16000 Alger
Algérie

Courriel : President@el-mouradia.dz
Formule d'appel : Monsieur le Président,

PHILIPPINES

DISPARITION D'UN
DÉFENSEUR DES
DROITS DES
INDIGÈNES

JAMES BALAO

James Balao, défenseur des droits des indigènes, a été enlevé le 17 septembre 2008 dans la ville de Baguio, aux Philippines. Des témoins ont rapporté qu'il se trouvait alors près de chez lui et que des hommes armés en uniforme l'avaient poussé brutalement dans une camionnette blanche, affirmant qu'ils l'arrêtaient pour trafic de stupéfiants.

James Balao a contribué à la création de l'Alliance populaire de la Cordillère (CPA), une organisation de défense des populations indigènes fondée en 1984. Il a par la suite fait des recherches sur les droits des populations indigènes, notamment les droits fonciers, et contribué à la rédaction des dispositions de la Constitution philippine de 1986 relatives à ces droits.

Avant son enlèvement, James Balao avait envoyé à sa famille un courriel dans lequel il décrivait de manière détaillée la surveillance à laquelle il était soumis depuis juin 2008. Il disait

avoir été suivi par une camionnette bleue et blanche. Ces dernières années, des personnes qui subissaient ce type de surveillance ont été victimes d'exécutions extrajudiciaires. On dénombre actuellement plus de 200 cas non élucidés de disparition forcée aux Philippines pour la seule décennie passée. Les disparitions forcées ont atteint leur plus haut niveau sous le régime de la loi martiale, dans les années 1970, pendant lesquelles 1 600 cas ont été signalés. La plupart d'entre elles n'ont jamais été élucidées.

Le Congrès philippin n'a pris aucune disposition en matière de disparitions forcées, à l'exception d'une brève enquête d'ordre général menée sur des cas signalés en 2008. En 2010, les autorités ont mis sur pied une équipe chargée d'enquêter sur des allégations d'exécutions extrajudiciaires et de disparitions forcées, mais aucune information complémentaire n'a été communiquée sur le cas de James Balao.

Veuillez écrire au président des Philippines et exprimer l'inquiétude que vous inspire la disparition forcée de James Balao. Engagez-le à donner un degré de priorité élevé à la résolution des affaires de disparition forcée, y compris celle de James Balao, en ordonnant que des enquêtes approfondies et impartiales soient menées dans les meilleurs délais. Demandez que cet homme soit libéré immédiatement et sans condition, à moins qu'il ne soit inculpé dans de brefs délais d'une infraction dûment reconnue par la loi. Rappelez qu'il ne doit être ni torturé, ni soumis à d'autres formes de mauvais traitements en détention. Utilisez le formulaire figurant sur le site officiel de la présidence : <http://www.president.gov.ph/government/default.aspx>

Précisez votre pays de résidence et, le cas échéant, la section d'Amnesty International dont vous êtes membre.



**MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE,
CESSEZ D'IGNORER LES DROITS
DES ROMS !**

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



EXIGEONS LA DIGNITÉ

EXIGEONS LA DIGNITÉ

EXIGEONS LA DIGNITÉ

**ZIMBABWE
LA SANTÉ MATERNELLE
POUR HOPLEY !**

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



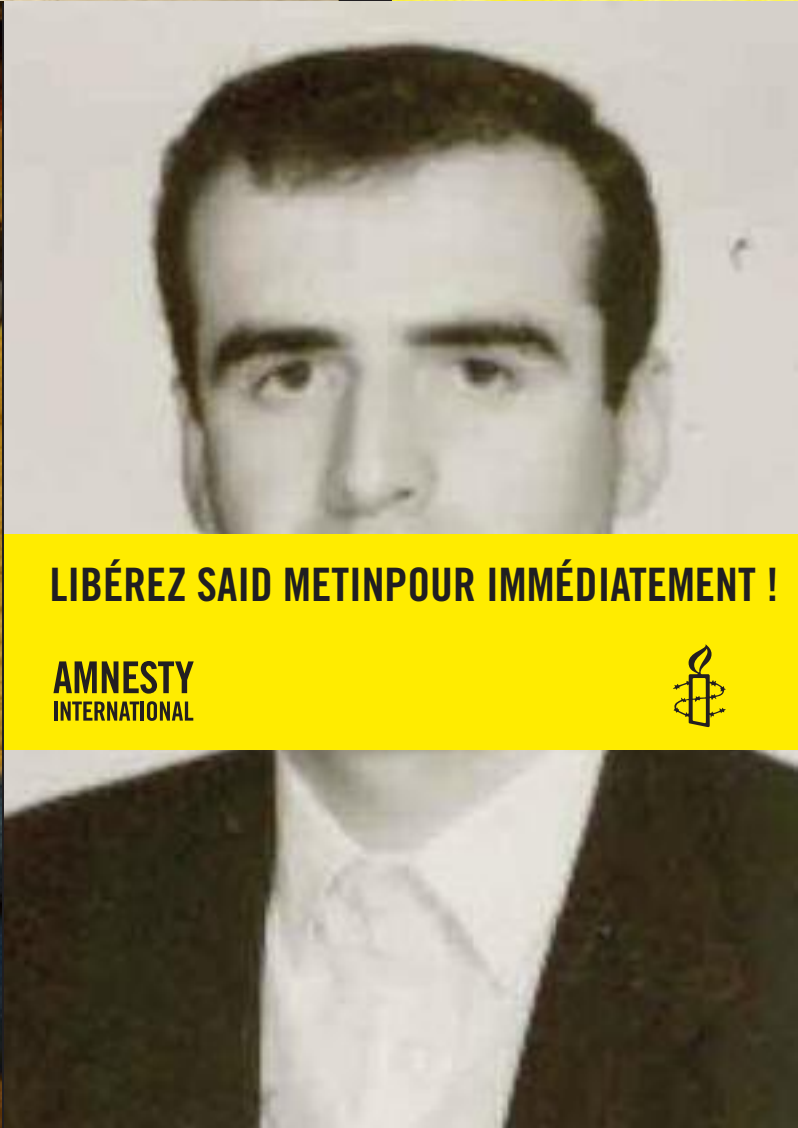
FAITES PASSER L'INFORMATION, FAITES PASSER...

Les campagnes d'Amnesty International s'efforcent d'obtenir la justice et la liberté pour tous et de mobiliser l'opinion publique pour un monde meilleur, que ce soit lors de conflits très médiatisés ou dans des endroits oubliés de la planète.

QUE POUVEZ-VOUS FAIRE ?

- Rejoignez ce mouvement mondial. Combattez les marchands de peur et de haine.
- Adhérez à Amnesty International et participez, au sein d'un mouvement mondial, à la lutte contre les atteintes aux droits fondamentaux.

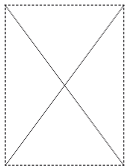
VOUS POUVEZ NOUS AIDER A CHANGER LES CHOSES.



LIBÉREZ SAID METINPOUR IMMÉDIATEMENT !

**AMNESTY
INTERNATIONAL**





Deputy Prime Minister, Hon. Thokozani Khupe
Chairperson of the Social Cluster
Council of Ministers
Munhumutapa Building
Private Bag 7700, Causeway
Harare
Zimbabwe

Photo : Hopley, Zimbabwe, 2010. Un camp créé lors de l'Opération Garikai pour les personnes ayant perdu leur foyer lors de l'Opération Murambatsvina en 2005. © Amnesty International
Amnesty International, Secrétariat international, Peter Benenson House, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. **amnesty.org**

Index : AFR 46/001/2011 French



AMNESTY INTERNATIONAL

Madame la vice-Première ministre,

Je vous écris pour vous demander de faire en sorte que les femmes enceintes du camp de Hopley (Harare) puissent accéder aux soins de santé maternelle et néonatale. En ne fournissant pas de solutions efficaces, ni de soins de ce type aux personnes qui ont perdu leur foyer lors des expulsions de masse de 2005, le gouvernement a mis la vie de ces femmes et de leurs enfants en grand danger. Le gouvernement doit :

- enquêter sur les décès de nouveau-nés à Hopley et dans les autres camps résultant de l'Opération Garikai ;
- assurer immédiatement l'accès aux soins de santé maternelle et néonatale ;
- éliminer les coûts constituant un obstacle aux services de santé essentiels, notamment les soins obstétriques d'urgence.

Je vous prie d'agréer, Madame la vice-Première ministre, l'expression de ma haute considération.

Nom : _____
Pays : _____

AMNESTY INTERNATIONAL



Monsieur le Premier ministre,

La quasi-totalité de la population slovène a accès à l'eau potable en quantité suffisante, mais de nombreuses communautés roms ne trouvent qu'au prix d'efforts considérables de petites quantités d'eau pour boire, se laver et faire la cuisine. Beaucoup de Roms vivent dans des zones d'habitations précaires, surpeuplées et isolées, où l'absence de sécurité d'occupation les empêche d'avoir accès aux services publics tels que l'eau, l'assainissement et l'électricité. Ils n'ont pas d'autre choix que de subir ces conditions déplorable, car ils se heurtent à une discrimination généralisée lorsqu'ils essaient de trouver un autre logement. Je suis très préoccupé par les mauvaises conditions de logement de nombreuses communautés roms en Slovénie.

Je vous prie instamment de :

- veiller immédiatement à ce que tous les habitants de logements informels disposent d'un accès satisfaisant à une eau saine pour leurs besoins personnels et domestiques, ainsi qu'à des infrastructures d'assainissement de base ;
- garantir la sécurité d'occupation à tous les habitants de logements informels, y compris en régularisant leur installation actuelle lorsque c'est possible, et proposer, en consultation avec les populations roms concernées, d'autres solutions de logement n'entraînant pas une nouvelle ségrégation ;
- combattre la discrimination à laquelle les Roms sont confrontés en matière de logement et offrir un recours effectif à toutes les victimes de violations des droits humains.

Nom : _____
Pays : _____

AMNESTY INTERNATIONAL



Excellence,

Saïd Meïtinpour, membre de la minorité azérie d'Iran, purge une peine de huit ans de prison pour avoir fait campagne pacifiquement en faveur des droits culturels et linguistiques de sa communauté. Il est un prisonnier d'opinion et doit par conséquent être libéré immédiatement et sans condition.

Saïd Meïtinpour a été arrêté le 25 mai 2007 à Zanjan, lors du premier anniversaire de manifestations massives des Azéris d'Iran contre un dessin de presse jugé insultant, paru dans un journal d'État iranien. Lors des manifestations de 2006, des centaines d'arrestations avaient eu lieu et le nombre de personnes tuées avait approché la vingtaine. Saïd Meïtinpour aurait été torturé durant son interrogatoire. Il avait aussi été incarcéré pendant 10 jours en février 2007 pour avoir manifesté pacifiquement à l'occasion de la Journée internationale de la langue maternelle.

Par ailleurs, je vous engage instamment à faire en sorte que des dispositions satisfaisantes soient prises dans l'enseignement public iranien pour que les enfants issus de minorités puissent apprendre leur langue à l'école, et que les communautés minoritaires soient autorisées à ouvrir des écoles privées pour offrir à leurs enfants un enseignement dans leur langue maternelle.

Veuillez agréer, Excellence, l'expression de ma haute considération.

Nom : _____
Adresse : _____



Borut Pahor
Prime Minister of the Republic of Slovenia
Office of the Prime Minister
Gregorčičeva 20, 25
1000 Ljubljana
Slovénie

Index : EUR 68/006/2011

Photo : Une famille de 11 personnes vit dans une baraque mal construite à Dobruška vas, Slovénie. © Arne Hodaik
Amnesty International, Secrétariat international, Peter Benenson House, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. **www.amnesty.org**



Leader of the Islamic Republic
Ayatollah Sayed 'Ali Khamenei
The Office of the Supreme Leader
Islamic Republic Street — end of Shahid Keshvar
Doust Street
Tehran
République islamique d'Iran

FAITES PASSER L'INFORMATION, FAITES PASSER...

Vous trouverez la liste complète des bureaux de l'organisation dans le monde à l'adresse <http://www.amnesty.org/fr/worldwide-sites>.

S'il n'existe pas de bureau d'Amnesty International dans votre pays, vous pouvez devenir membre international et rejoindre la communauté en ligne des membres internationaux.

Vous trouverez sur www.amnesty.org/fr/join des informations sur l'adhésion en anglais, en arabe, en espagnol et en français.

Vous pouvez également écrire à :

Online Communities Team, Amnesty International, Peter Benenson House, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni

www.amnesty.org

AMNESTY INTERNATIONAL



ENSEMBLE, NOUS POUVONS FAIRE ENTENDRE NOTRE VOIX

Index : MDE 13/011/2011

Photo : Saïd Meïtinpour © Amnesty International